
JOURNAL
DE
CHIMIE MÉDICALE
DE PHARMACIE ET DE TOXICOLOGIE
ET
MONITEUR D'HYGIÈNE ET DE SALUBRITÉ PUBLIQUE
RÉUNIS

PHARMACIE

Sur la vente des sirops dits d'agrément et de fantaisie.

Monsieur,

Vous me demandez, par votre lettre du 1^{er} août, *quels sont les motifs qui ont fait renvoyer à un fabricant de sirop ceux qu'il avait envoyés à un épicier.*

Le renvoi des sirops qui ont été retournés à l'industriel qui les avait fabriqués était nécessaire, parce que le fabricant ne s'est pas conformé à la législation sur la vente de ces produits.

Il me semble, Monsieur, que le fabricant qui vous a demandé de m'écrire devrait savoir ce qu'il doit faire pour n'être pas sujet, soit à des observations, soit à une saisie, et même à une condamnation.

Si, cependant, l'industriel n'a pas connaissance de la réglementation de la vente des sirops, je vais vous la faire connaître, et ce qui a déterminé sa mise en pratique.

En 1849 et en 1850, lors des visites faites en exécution des articles 42 et 43 de la loi du 21 germinal an XI, il fut constaté que des sirops vendus par des droguistes, herboristes et épiciers, étaient de mauvaise qualité ; que le sucre s'y trouvait remplacé par la matière sucrée dite *sucre de fécule ou de froment* ; que la gomme, la guimauve, le capillaire n'entraient aucunement dans les sirops portant le nom de ces substances ; le suc de groseille, quand il était employé pour la fabrication du sirop de ce nom, y était accompagné de suc de cassis, d'une infusion de coquelicot ou d'orseille (1).

Des visites furent faites par l'ordre de M. le ministre du commerce, des procès-verbaux, dressés lors des visites, furent la cause de poursuites et de condamnations.

Depuis l'intervention de la loi du 27 mars 1850, les examens furent plus sévères, et des condamnations furent prononcées.

Les mesures prises et les condamnations prononcées donnèrent lieu à des réclamations des fabricants, qui demandèrent à M. le ministre si, en *annonçant, dans leurs factures et sur leurs étiquettes, la composition de leurs sirops, ils n'éviteraient pas l'inculpation de tromperie sur la nature de la chose vendue*. Comme ils alléguaient l'intérêt des consommateurs, qui profiteraient de la diminution de prix résultant de l'emploi de nouveaux procédés (2), ces observations ont paru à M. le ministre mériter une attention particulière ; mais, avant de prendre aucun parti, il crut devoir prendre l'avis, *au point de vue sanitaire*, du Comité consultatif d'hygiène.

Après examen de la question, ce Comité déclara :

1° Qu'en aucun cas les sirops médicamenteux, tels que ceux des *sirops de gomme, de guimauve, de capillaire*, etc., ne doivent être préparés par d'autres moyens que ceux qui sont formulés au *Codex*, ce qui exclut l'emploi de la glucose en remplacement du sucre ;

(1) Depuis, on a fait usage de la cochenille et des matières colorantes obtenues du goudron (de l'aniline), de la fuschine, etc.

(2) Ces procédés étaient des mélanges.



2^o Qu'il doit être permis aux fabricants de vendre, comme sirops d'agrément, tels mélanges qu'ils jugeront convenables, pourvu que les dénominations sous lesquelles ils les vendront n'indiquent ni une préparation du *Codex*, plus ou moins modifiée, ni une autre préparation que la véritable.

En ce qui touche particulièrement la glucose : « Que l'usage n'en doit pas être interdit, mais que, pour éviter toute confusion, les sirops qui en contiendront devront porter la dénomination commune de : *sirop de glucose*, à laquelle on ajoutera telle ou telle autre dénomination spécifique, pour les distinguer entre eux. Ainsi, les étiquettes et les factures porteraient : *Sirop de glucose à la merise, à la groseille, au limon, à l'orgeat*, etc., etc. ; de cette manière, les fabricants n'auraient pas à redouter des poursuites pour fait de fraude ou de tromperie sur la nature de la chose vendue.

« *Le ministre de l'agriculture et du commerce,*

« Signé : BUFFET. »

L'exécution loyale de ces prescriptions devait avoir pour résultat, supposant que les préparations défendues, même ne pouvant compromettre la santé des personnes bien portantes, elles avaient au moins pour effet de nuire à l'efficacité du traitement des malades.

La lettre officielle de M. le ministre a été transmise à MM. les maires des communes, à MM. les commissaires de police chargés d'assurer les mesures prescrites.

Des industriels qui avaient obtenu une concession importante se soumirent d'abord aux conditions imposées ; mais, plus tard, les étiquettes placées sur les sirops de fantaisie, des sirops de groseille et des sirops de groseille framboisés, glucosés, furent étiquetés : *Sirop de groseille framboisé, en lettres majuscules* ; puis, dans quelques cas, ils avaient, en lettres microscopiques, placé quelquefois sur une partie de l'étiquette, d'une façon

presque illisible, le mot *glucosé*; d'autres fois, ce mot ne se trouvait même pas sur les bouteilles, ne se conformant pas à la formule qu'ils avaient proposée, et qui avait été adoptée par M. le ministre. Il n'y avait donc pas observation des mesures indiquées.

Nous avons, dans nos visites faites en 1875, constaté beaucoup de fraudes : des sirops, dits de groseille, étaient colorés par la préparation d'orseille, dite *carmin impérial*. Ces sirops peuvent, suivant les auteurs, être colorés par de la fuschine ; on a même signalé des accidents déterminés par ces colorations.

L'Administration a chargé les personnes qui doivent visiter les officines, magasins, etc., d'un devoir sur lequel repose la santé publique. Ce devoir doit être rempli avec le plus grand soin et avec exactitude, dans un but d'intérêt général.

A. CHEVALLIER.

Jurisprudence pharmaceutique. — Exercice illégal de la pharmacie. — Empoisonnement d'un enfant et pharmaciens prête-noms.

Le 27 mai s'est déroulée, devant la Chambre du tribunal civil de la ville de Bruxelles, présidence de M. Giron, la malheureuse affaire Kempeners et Jansens.

Voici les faits qui ont amené, le 27 mai, les sieurs Kempeners et Jansens devant la police correctionnelle. Dans le courant du mois d'août 1873, le docteur V... prescrivit, pour l'enfant de M. H..., qu'il présumait être atteint du tænia (l'autopsie prouva qu'il n'en avait pas), une décoction d'écorces de racines de grenadier et conseilla aux parents de la victime de prendre ce médicament dans la pharmacie Notre-Dame, à Laeken. Or, cette pharmacie était tenue par un sieur Kempeners, à qui

appartenait le fonds, et était gérée par M. Jansens, pharmacien, mais qui n'habitait pas la maison. L'instruction prouva même que le sieur Jansens habitait Bruxelles, où il était employé, tout en gérant une autre pharmacie à Waremmé.

Le sieur Kempeners, prétextant de vouloir employer de l'écorce de racine franche, demanda deux jours pour préparer le médicament prescrit; il réclama 40 francs. Au bout de ce laps de temps, il envoya à M. H... trois bouteilles, dont deux de la décoction et une d'huile de ricin, avec l'instruction d'administrer la décoction d'heure en heure. Le père administra la première cuillerée à six heures du matin. Les premières cuillerées ayant produit un effet émétique, suivi de convulsions, M. H..., inquiet des troubles occasionnés sur son enfant par l'effet du médicament, alla en informer le sieur Kampeners, qui lui répondit très-tranquillement : C'est l'effet habituel.

Le docteur, appelé à son tour, trouvant, au contraire, un effet anormal, voulut expulser le médicament, mais il n'en eut pas le temps; à neuf heures l'enfant tomba dans d'horribles convulsions, et il expira vers midi et demi, après avoir pris les deux tiers de la première bouteille et un tiers de la seconde.

Le docteur V... s'étant rendu, accompagné de M. Vandevyverre, pharmacien à la pharmacie Notre-Dame, et ayant demandé au sieur Kempeners des échantillons de racines semblables à celles qu'il avait employées pour sa décoction, M. Vandevyverre reconnut bientôt que, loin d'être des écorces de racines de grenadier franches, c'étaient des écorces de fausse angusture.

L'examen chimique des viscères, soumis à l'analyse par M. Depaire, prouva bientôt la présence d'une *énorme quantité de brucine* dans les bouteilles de décocté.

Il n'y avait donc pas de doute, l'enfant de M. H... était empoisonné par la brucine.

C'est en raison de ces faits que le sieur Kempeners était poursuivi :

- 1° Pour homicide par imprudence ;

2° Pour exercice illégal de la pharmacie; et le sieur Jansens, pharmacien, pour *avoir contrevenu à l'article 4 de l'instruction*, qui oblige les pharmaciens à préparer eux-mêmes ou à faire préparer sous leur surveillance et responsabilité les ordonnances des docteurs, etc.

JUGEMENT.

Attendu que, par défaut de prévoyance et sans intention d'attenter à la personne d'autrui, etc. (art. 418), Kempeners a occasionné la mort de ***, etc. ;

Attendu que le présent titulaire Jansens n'était que le prête-nom ; qu'il n'habitait pas chez Kempeners ;

Attendu que ce dernier a composé, sans être surveillé par Jansens, etc. ;

Attendu qu'il n'était pas diplômé, il a contrevenu à l'article, etc ;

Condamne :

1. Kempeners : 1° à 9 mois d'emprisonnement et 100 fr. d'amende pour homicide par imprudence ;

2° A une amende de 112 francs, avec confiscation des drogues, pour exercice illégal, etc.

II. Jansens à 212 francs d'amende, pour avoir contrevenu, etc. ;

Condamne, en outre, Kempeners à 1,000 francs de dommages-intérêts envers la partie civile.

Déjà, en 1872, la Commission médicale provinciale signalait au parquet l'existence de plusieurs *pharmacies gérées*, et entre autres celle de Kempeners. La déposition de M. Depaire a surtout fait ressortir l'illégalité de ces sortes de pharmacies, où, dit-il, *la responsabilité est illusoire, et le public exposé aux plus graves dangers*. Une autre partie de la déposition de ce même témoin mérite aussi d'être rapportée :

« M'étant rendu, dit-il, dans le courant de l'année dernière, pour faire l'inspection de la pharmacie Notre-Dame, et n'ayant

pas trouvé le pharmacien gérant, je refusai d'en faire la visite, prévenant le sieur Kempeners que je reviendrais tel autre jour. Au jour indiqué, je m'y rendis et y trouvai le pharmacien *Lacour* (le nouveau gérant de Kempeners), et, lui ayant demandé de me montrer telle substance que je lui désignais, il dut avoir recours au sieur Kempeners pour trouver l'endroit où cette substance se trouvait dans la pharmacie : ceci est une preuve incontestable, ajouta l'honorable témoin, que ces sortes de pharmaciens gérants se contentent de recevoir leurs émoluments et ne se soucient nullement de la responsabilité que la loi exige d'eux. »

Une chose qui nous a aussi beaucoup étonné, c'est d'entendre un médecin déclarer, comme l'a fait M. V..., que, quoique reconnaissant que les médicaments fussent préparés par le sieur Kempeners, qui n'est pas même pas étudiant en pharmacie, et que le sieur Jansens n'était jamais dans l'officine, il considérait la pharmacie comme *bonne et bien tenue*, alors que les tiroirs *n'étaient même pas étiquetés*, et qu'il y a à Laeken des pharmacies tenues depuis nombre d'années par des pharmaciens distingués.

Comment comprendre qu'un médecin puisse être aussi peu soucieux de la pureté des médicaments qu'il prescrit, que de les laisser préparer par un homme qui n'a aucune connaissance de la science pharmaceutique ?

Aussi avons-nous entendu avec plaisir le réquisitoire du ministère public, M. Coppyn, flagellant non-seulement ces ignorants qui ouvrent des pharmacies sous le couvert d'un prête-nom, mais encore ces pharmaciens, la plupart déclassés, c'est vrai, prêtant leur diplôme à des hommes ineptes, et exposant par là la vie de leurs semblables !

L'honorable organe du ministère public n'a pas hésité à déclarer que des poursuites seraient intentées *contre toutes les pharmacies prête-nom*.

« Déjà, dit-il, vous avez condamné un sieur Layon, ayant une pharmacie gérée par M. le docteur G... ; une autre fois vous

rendiez un jugement analogue contre le sieur Lacour, gérant à la fois plusieurs pharmacies, et vous n'hésitez pas à punir avec la même rigueur toutes celles qui vous seront signalées. »

Du reste, un des juges ayant fait remarquer au docteur V... le tort qu'il avait eu de recommander une pharmacie qu'il savait être irrégulière, et ce dernier ayant répondu qu'il y en *avait bien d'autres dans la ville de Bruxelles*, le président lui répondit : « Aussi, sommes-nous décidés à les poursuivre. » Il ressort pleinement de tout ceci, que la Commission médicale provinciale ne néglige rien pour frapper ces pharmacies interlopes, et pour mettre un terme à ce scandaleux état de choses qui ruine la considération morale de la pharmacie.

L. CRÉTEUR.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que plusieurs droguistes sont poursuivis pour vente de médicaments. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de cette affaire, ainsi que de celles des pharmaciens prête-noms, contre lesquels des poursuites sont intentées.

L. C.

État comparatif de la pharmacie à Paris en 1776 et en 1875 (Suite).

23° Le sieur Roussel était autorisé à guérir les cors aux pieds à l'aide de mouches; à vendre : 1° une pommade contre les hémorroïdes dont il ne fallait pas faire usage sans consulter le médecin; 2° une pommade contre la brûlure; 3° des bagues pour guérir la goutte; ces bagues, montées en or, étaient de la valeur de 36 livres, d'autres, en argent, ne coûtaient que 24 livres. A la suite de cette annonce l'auteur dit : *Ceci est pure charlatanerie.*

24° Le nommé Maucolot est aussi autorisé à traiter les cors, oignons et durillons, à *faire tomber les ongles trop épais ou mal faits*; il traite gratis les pauvres, les lundis et vendredis.

25° La dame Vamhove annonce, que par un extrait de suc des diverses simples de la Suisse, elle guérit les cors, les oignons et les durillons des pieds.

26° La demoiselle Lamiot compose une pommade pour les cheveux et les sourcils, elle a des pots de 36 sols, de 3 livres et de 6 livres; *elle ne vend ni les fêtes, ni les dimanches*.

27° Le sieur Trottier de Bois-Semé est autorisé à vendre une eau contre la goutte, les rhumatismes, sciatiques, douleurs, fluxions, rhumes; *il a des échantillons* à 3 et 6 livres.

28° Macé, *cordonnier*, est autorisé à vendre un collier formé d'une racine et d'un sel composé, pour faciliter la dentition des enfants, pour prévenir et dissiper les convulsions, et contre la nouure.

29° Colin, *pâtissier*, vend l'huile extraite de l'animal et du végétal pour la chevelure; cette huile, de la composition d'un sieur Perigou, coûte 3 livres la fiole.

30° M^{me} Lusarche vend *l'eau de propreté* du docteur Beauclair, pour nettoyer la peau, la pinte 3 livres; il y a des bouteilles de 30 et de 15 sols.

31° Le sieur David vend des remèdes pour guérir toutes sortes de maux de dents.

32° Les religieuses de l'Abbaye-au-Bois vendent *le suc de réglisse blanc*.

33° La demoiselle Devaux *compose* le jus de réglisse à la reine, *de la composition* du sieur Gobau.

34° Le sieur Huet, horloger, tient le dépôt d'aimant contre les maux de dents, sans fluxions ni accès, prix 3 livres; il vend la croix magnétique contre les maladies des nerfs, au prix de 6 livres, les bracelets magnétiques pour les tremblements, prix 12 livres.

35° Les tourières du Saint-Sacrement débitent la pommade des filles de la Sainte-Famille du Sacré-Cœur, établies à La Vil-

lette; cette pommade guérit les accès, coupures, *fractures*, panaris, maux de jambes, écorchures, glandes au sein.

36° Hocher, épicier, vend le sirop balsamique pectoral des dames de Chaillot.

37° Rupano, vénitien, vend une poudre pour nettoyer les dents et guérit les cors aux pieds.

38° La dame Fabry *traite les personnes aliénées d'esprit*.

39° Bertaut, marchand de liqueurs, vend l'eau de Cologne du sieur Jean Nicolas Neuman, 36 sols la bouteille.

40° M^{lle} Morin vend une pommade pour conserver le teint.

41° Roulleau vend une eau dépilatoire.

Remèdes approuvés par la Faculté de médecine de Paris.

La Faculté de médecine avait le droit d'approuver des remèdes; mais l'approbation qu'elle accorde n'autorise pas les possesseurs de ces remèdes à les distribuer au public, à moins qu'ils ne se pourvoient encore devant la Commission de médecine pour, d'après son *attache*, se munir d'un brevet du roi.

42° Baunier vend une pommade pour la conservation du teint; les pots sont de 3 ou de 6 livres.

43° Jacquet, ancien chirurgien de M. le prince de Wurtemberg, vend une préparation antimoniale pour fondre les épaissements de la lympe, etc.

44° Schmid, directeur de la laiterie des vaches suisses, approuvée le 16 février 1770, vend le lait dix sols la pinte, pris à la vacherie, et onze sols quand il est fourni par les porteurs.

45° Bouquillon, à l'abbaye Saint-Germain, cour des religieux, prépare toutes sortes de gelées de fruits, de racines et de chair d'animaux; il fut approuvé le 22 septembre 1773.

46. De l'Épine, à l'hôtel des Postes, vend la graisse d'ours pure et naturelle, préparée sans feu par les sauvages, pour conserver et faire naître les cheveux et pour guérir les rhumatismes; prix 24 sols, et 2 et 3 livres les bouteilles.

47° Heran, approuvé par décret de la Faculté le 12 avril 1765,

et par l'Académie des sciences le 1^{er} avril 1767, corrige les vins gâtés, améliore ceux qui sont trop durs et reconnaît ceux qui sont falsifiés par certains mélanges pernicieux, la litharge, l'alun, la chaux, etc.

48° Jean Michel d'Allançon livre au public : 1° *une huile de baume* pour les blessures, plaies, fluxions, gangrène, charbon, morsures d'animaux venimeux ; 2° *une eau admirable* pour les coupures, les brûlures, les maux de tête, de gorge et des yeux, les rhumatismes, gouttes, sciatiques, tressaillements des nerfs.

Secrets et choses relatives à la santé approuvés par l'Académie royale des sciences.

L'Académie des sciences, comme la Faculté de médecine, pouvait donner des approbations, mais elles n'autorisent point la distribution au public.

49° Le nommé Du Chans, botaniste, vendait comme héritier de Comère, de Montpellier, une eau vulnéraire pour la guérison de plusieurs espèces de plaies et particulièrement les meurtrissures et ecchymoses.

50° La dame Sadous, autorisée le 7 mars 1772, vendait le rouge végétal du sieur Collin. Il y avait des pots à 3, 6 et 12 livres.

51° Le sieur Doffemont, tailleur, qui avait les approbations, 1° de la Faculté de médecine, du 10 février 1758 ; 2° de l'Académie de chirurgie, du 4 mars 1774 ; 3° de l'Académie des sciences, du 20 juillet 1758 ; 4° des Jurés en charge, de la Communauté des maîtres et marchands tailleurs, en date du 9 septembre 1774, fabriquait : 1° des corps et des bottines pour redresser les parties du corps humain qui ont souffert dans leurs formes ; 2° des ceintures de baleine, utiles pour les personnes qui se livrent à des excercices violents.

52° Charles Foulon avait obtenu les approbations de la Faculté de médecine et de l'Académie des sciences pour l'épura-

tion des laines et pour détruire les vers des matelas, couvertures, etc.

Secrets autorisés par lettres-patentes et privilèges du Roi.

53° Le nommé Agyrony, botaniste, autorisé par lettres-patentes du 27 juin 1769, enregistrées au Parlement le 9 juillet 1770, à vendre, pendant neuf années consécutives, un remède antivénérien végétal, et un baume sudorifique pour les fluxions de la tête.

54° Regnard, épicier, rue Dauphine, était, par privilège du Roi du 9 avril 1647, du 28 septembre 1741, du 8 novembre 1755, et par déclaration du Roi, enregistrée au Parlement le 28 août, autorisé à vendre l'*orviétan*, en poudre et liquide, en boîtes de 3 jusqu'à 10 livres.

Cet orviétan (la propriété de la formule) avait été acquise par M. Dionis, docteur-régent de la Faculté de médecine de Paris, de M^{lles} Contugy, petites-filles de Florent-Jean-Louis Contugy, possesseur de la composition de l'*orviétan*, par acte passé devant notaire, le 5 septembre 1741, pour la somme de 1,000 livres de pension viagère (1). Le sieur Regnard faisait savoir qu'en vertu de son privilège exclusif, il ferait arrêter tous ceux qui vendraient de l'*orviétan* sans sa permission. L'auteur du livre dans lequel nous avons puisé ces renseignements fait connaître que ce fameux antidote n'était autre chose que l'*orviétan* des boutiques (officines).

55° M. Ailhaud, conseiller-secrétaire du Roi, baron du Castellet, de Vitrolles du Mont-Justin, docteur de l'Université d'Aix-en-Provence, avait été autorisé par lettres-patentes du Roi, en date du 15 mars 1771, enregistrées en Parlement le 28 août 1772, à vendre une poudre purgative, au prix de 12 livres 10 sols les dix paquets. Cette poudre, qui fut le sujet d'observations dues à Parmentier, qui disait que Modet, chimiste alle-

(1) On sait qu'à l'époque actuelle, des formules et le droit de les exploiter ont été vendus des sommes assez considérables.

mand, avait indiqué la composition de cette poudre, mais qu'Ailhaud a cherché à tromper les curieux en faisant varier la couleur de la poudre sans en changer la base (1).

55° La veuve Keyser vendait des dragées antivénériennes, dont Richard a publié la formule par ordre du Roi. La boîte de dragées, avec un petit livret pour leur emploi, coûtait 13 livres 4 sols.

56° Le sieur Lecolant, par lettres-patentes du Roi, en date du 15 octobre 1772, enregistrées le 22 décembre 1772, avait obtenu un privilège exclusif pour épurer, c'est-à-dire nettoyer les plumes, duvets, édredons. Il paraît que le sieur Lecolant, par son secret, prévenait les altérations de ces divers objets, secret dont la valeur fut constatée par le sieur de la Rivière, apothicaire de la police.

Le sieur Lecolant exigeait 20 sols par livre des produits traités par ses procédés.

57° Une demoiselle Guy, fille de M. Guy, premier médecin de Charles II, roi d'Angleterre, était autorisée, par lettres-patentes du Roi, en vertu d'une délibération de la Commission royale de médecine, à vendre le suc de guimauve et de réglisse sans sucré. Le suc blanc était payé 5 livres la livre, le suc brun 6 livres.

58° Le sieur Chevalier d'Hiesme-Paulian, comme successeur de la veuve du général de La Motte, était autorisé, par privilège du Roi, en date du 1^{er} juillet 1720, et par lettres-patentes du 15 juillet 1768, à vendre son *élixir d'or et blanc* contre l'apoplexie, la paralysie, les coliques, les fièvres malignes, l'épilepsie, les palpitations de cœur, les vomissements, les faiblesses d'estomac, les indigestions, les ulcères, dartres, gangrène, la dysenterie, la gravelle, la rétention d'urine, les vapeurs, la suppression des règles, les pertes de sang.

Cette préparation, qui pouvait représenter tous les médica-

(1) La formule de la poudre d'Ailhaud, d'après Guibourt, est la suivante : Jalap, 72 parties ; racine de gayac, 8 ; scammonée, 6 ; aloès, 3 ; gomme gutte, 4 ; séné, 400.

On voit que, comme le disaient Modet et Parmentier, la poudre d'Ailhaud est un purgatif drastique très-violent.

ments d'une officine, se vendait en bouteilles, du prix de 20 à 25 livres; examinée par M. Port, qui en a publié la préparation, elle consistait en un mélange d'une dissolution d'or par l'eau régale, mêlée avec de l'huile éthérée de Frébonius, au lieu d'esprit-de-vin, qu'employait La Motte. On séparait cet éther chargé d'or; on le laissait pendant un mois en digestion au bain-marie, avec de l'alcool ajouté dans la proportion de cinq fois la liqueur éthérée. On conçoit quelle valeur négative devait avoir ce remède préconisé contre toutes les maladies.

Il y avait, en outre de ces vendeurs de remèdes autorisés, quelques personnes qui, très-connues dans Paris à cette époque, n'avaient aucune position. On comptait parmi ces exploiters :

1° Un sieur Royer, ancien chirurgien aide-major, qui traitait des malades par des lavements antivénériens.

2° Le sieur Molénier, médecin de l'abbaye Saint-Germain, qui vendait un dépuratif du sang.

3° Ce sieur Molénier, *médecin du poulx (sic)*, traitait toutes les maladies *qu'on voulait lui confier* avec son dépuratif du sang. Son spécifique consistait dans une dissolution de *sublimé corrosif*, dans un mensture dont on ne donne pas la composition.

4° Les sieurs Gagelin et Marchère (de Bordeaux) vendaient des pilules 24 livres le cent, et les préconisaient contre les obstructions, les dérangements d'estomac, les fleurs blanches, les pâles couleurs, les maux vénériens, les dartres, la gale, la manie, l'*épian*, les coliques, les vomissements. Ce remède était une panacée mercurielle empâtée dans de la mie de pain.

5° Le sieur Gamet était connu pour le traitement des cancers; il était l'auteur d'un ouvrage en 2 volumes (*Théorie nouvelle sur les maladies cancéreuses*).

6° Le sieur de la Faye (de Joyenval) vendait une préparation de soufre lavé, que l'auteur de l'état signale comme une charlatanerie.

7° Le sieur Delaistre, maître en pharmacie, à Vitry-le-Français, faisait à Paris des envois d'une pommade qui légèrement

appliquée sur une partie du corps, la moins gênante, détermine une *dépuration* prompte et abondante, en détournant les humeurs nuisibles qui se portent sur des organes essentiels, elle tient lieu de synapismes et autres vésicaux.

8° La veuve Desbois vendait des pilules contre le cancer ; cette veuve était mère d'un docteur de la Faculté de médecine de Paris.

Remèdes venus de l'étranger.

Non-seulement, comme on le voit, il y avait, il y a cent ans, à Paris, des spécialistes, des charlatans et des vendeurs de remèdes. A l'étranger, nous ne savons s'ils étaient exportés en France, cela est probable ; nous allons faire connaître le nom de ces vendeurs de spécialités.

1° Le sieur Van Noy, de Bruxelles, vendait un spécifique externe antivénérien, du sieur Samuel Kannay, chimiste de Londres, au prix de 14 livres de France la bouteille.

2° Le docteur Lowther, de Londres, vendait par autorité royale (1), ses poudres spécifiques, ses gouttes pour la guérison de l'épilepsie, des convulsions, les affections hystériques et hypochondriaques, pour la paralysie ; il vendait aussi des poudres antiscorbutiques pour la guérison du scorbut et de la lèpre, etc.

3° Le sieur Carette, de Bruges, vendait un matelassin que l'on portait sur soi, pour faire sortir le ver solitaire, préserver de la petite vérole, et un baume chimique pour effacer les marques qu'elle laisse sur le visage ; le baume était de 8 florins le pot et le matelassin de 5. On se demande si ce vendeur a fait fortune, et s'il a trouvé assez de gens crédules pour la faire.

4° Le sieur Sommer, imprimeur à Amsterdam, vendait de l'opiat aromatique pour les dents, au prix de 15 sols le pot.

5° Les sieurs Lebrun et Obry, épiciers droguistes à Paris, vendaient : 1° les tablettes pectorales du docteur Archibald, médecin anglais, contre les maladies de poitrine, du prix de

(1) Nous ne savons quelle était cette autorité.

24 sols la boîte ; 2° les emplâtres écossais du sieur Kenody, chimiste, contre les cors aux pieds, à 30 sols la boîte ; 3° l'essence volatile d'ambre gris de S. Th. Gréenough, contre les évanouissements et les apoplexies, 50 sols le flacon et 3 livres avec l'étui ; 4° le taffetas d'Angleterre, 20 sols la grande pièce ; 5° l'eau de Cologne de M^{me} Farina, 36 sols la bouteille ; 6° l'élixir du docteur Houghon, 24 sols la bouteille ; 7° le thé vulnéraire de M. Haller, 36 sols la boîte ; 8° l'essence de perles et la perle dentifrice de Jacob Hemet ; 9° l'eau de fleurs de Venise pour le visage ; 15° les tablettes stomachiques pour les aigreurs et contre la goutte, 36 sols la boîte ; 11° les teintures pour les dents de S. Th. Gréenough, 24 sols le flacon ; 12° les papiers et pois d'orange à cautère, 36 sols la boîte de papiers et des pois 100 sols le cent ; 13° le baume de santé du sieur Greenough, pour le rhume, la toux, l'asthme, 24 sols le flacon ; 14° les poudres fébrifuges du docteur James, 3 livres le paquet ; 15° l'eau de perles du sieur Du bois, pour le teint, 2 livres la bouteille (1).

On trouve encore quelques vendeurs de spécialités, dans un article qui a pour titre : *Choses relatives à la médecine.*

Ainsi on trouve à l'hôtel de Genlis, rue Dauphine : 1° les plantes des montagnes de la Suisse, des Vosges, des Pyrénées, de la Savoie, d'Auvergne et des îles ; 2° une poudre céphalique simple et vulnéraire, de la pâte de guimauve blanche et brune, un sirop pectoral de cresson de roches, les boules d'acier de Nancy, les chocolats de Bayonne, de Turin et d'autres fabriqués à la façon d'Espagne.

On trouve aussi le sieur de Lac, un peintre qui donne aux cheveux la couleur que l'on désire, qui fait tomber les cheveux qui avancent trop sur le front, qui fait disparaître les taches de rousseur, qui compose une eau pour blanchir la peau.

(1) On se demande, en lisant ce qui se trouve relativement aux sieurs Le Brun et Obry, s'ils étaient apothicaires, et à quoi a pu servir la déclaration du roi du 13 août 1731, qui porte la déclaration : *Qu'aucun ne peut afficher ou distribuer tel remède que ce soit dépendant de l'art, s'il n'en a obtenu la permission du lieutenant général de police, sur les certificats du premier président et du premier chirurgien de Sa Majesté.*

Le nommé Tombareilly Descoffier vendait de l'eau de fleurs d'oranger *distillée sans eau* et des savonnets portant son nom.

La veuve Bouteville vendait des pastilles brillantes à la reine et des pastilles de guimauve.

Le sieur Algaron, chimiste breveté du roi, vendait un parfum pour chasser le mauvais air et dissiper la mauvaise odeur.

On voit que ces vendeurs de spécialités étaient au nombre de 78 (1).

Nous aurions voulu pouvoir donner le chiffre des spécialités qui sont le sujet d'exploitations à l'époque actuelle, mais cela nous a été impossible, la quantité en est tellement considérable qu'il faudrait publier un gros volume. En effet, sans compter les annonces que l'on trouve dans les nombreux journaux de Paris, 259 pharmaciens de la province ont fait connaître les spécialités qui leur sont propres (2); Paris a 254 spécialistes, et il y en a qui ont 22, 28, 39, 40, 46 produits spéciaux, un industriel qui l'emporte sur tous les autres en a 127.

Outre ces spécialités, il y a les remèdes secrets dont les auteurs ont demandé l'approbation à l'Académie de médecine; ces demandes depuis la création de l'Académie sont au nombre de 3,337; ces remèdes n'ont point été approuvés, mais les demandeurs ont soin de dire *qu'ils ont été présentés à l'Académie*, mais ils s'abstiennent de dire que leur demande a été rejetée (3).

Tel était l'état de la pharmacie en 1776; si on le compare à l'état actuel de la pharmacie, en France on voit que la condition du pharmacien a bien changé, et on se demande si l'exercice de cette profession, qui demande des études, des dépenses, la privation d'une partie de sa liberté, peut faire vivre honorablement le pharmacien?

Il est probable qu'en 1776 on ne connaissait pas *le prête-nom*

(1) On a dit, dans un journal, qu'il y a 25,000 officines de pharmacie en France, nous ne pensons pas que ce chiffre soit exact.

(2) Voir le répertoire des spécialités françaises, publié par M. L. Truelle en 1859; un volume in-8°.

(3) Nous n'avons pu savoir quel est le nombre de médicaments importés d'Angleterre.

(le gérant), dont l'emploi est interdit par différents actes législatifs et par l'article 2 de la déclaration du roi, du 13 mai 1777. Cette interdiction est encore légale, et cependant il existe encore beaucoup de ces employés. Nous devons dire que l'on trouve dans un journal un article intitulé *Gérances*, dans lequel on fait un appel pour la gérance des pharmacies de Paris, des départements et même de l'Algérie. L'auteur de l'article sait pourtant bien que des condamnations sont prononcées journellement contre les gérants.

A. CHEVALLIER.

CHIMIE AGRICOLE

Note sur la perte des engrais.

MON CHER CONFRÈRE,

Vous me demandez si les notes que j'ai publiées *sur l'emploi des urines et de la tourbe en agriculture, ont eu quelque utilité et si quelques applications ont été faites dans le but de venir en aide aux agriculteurs*. Voici ce que je puis vous dire :

On se récrie sans cesse sur le besoin que nous avons d'engrais, et on s'occupe peu de savoir comment on peut obvier à cette pénurie. On sait, d'après M. Menier, que nous avons en France, outre les terrains qui sont en culture et qui n'ont pas engrais suffisants, 4,611,000 hectares de terres improductives, et on ne s'occupe pas de cette pénurie et de cet état de choses. Convaincu que notre plus grande richesse peut résulter des progrès agricoles, j'ai fait tout ce que j'ai pu dans un but d'amélioration, mais je n'ai pas été entendu.

J'ai adressé les publications que j'ai faites à l'administration, cela est sans doute déposé dans les cartons ; je me suis adressé à des Sociétés, dites *d'agriculture*, on ne m'a pas accusé réception de mes envois ; j'ai adressé à toutes les Compagnies des chemins de fer ce que je publiais, ces Compagnies qui pouvaient, par la récolte des urines dans les gares, donner lieu à des progrès en hygiène et en agriculture, cela avec un bénéfice annuel ; je n'ai pas obtenu un seul mot de réponse.

Vous voyez, mon cher confrère, que j'ai prêché dans le désert, mais je ne me rebute pas ; j'ai seulement à craindre que l'on ne veuille pas comprendre que je n'ai, dans mes travaux, qu'un but, c'est non dans mon intérêt que j'écris, mais dans l'intérêt du pays.

Un grand nombre de matières diverses peuvent être utilisées comme engrais, nos confrères peuvent indiquer aux cultivateurs ces matières.

Merci de votre souvenir.

A. CHEVALLIER.

Emploi des vidanges pour la fumure des vignes.

Les vignerons rejettent généralement l'emploi des vidanges sous prétexte qu'elles font couler le raisin. Il se peut que, employé à l'état liquide, l'engrais humain produise la coulure ; mais, étant mélangé avec un compost de terre ou de cendres de houille et d'herbes, de paille hachée ou de balle, il donnera de bons résultats.

Je n'emploie pas d'autres engrais dans mes vignes depuis plusieurs années, et je n'ai pas lieu d'en être mécontent ; au contraire, je n'ai pas eu une seule récolte médiocre.

J'ai rétabli en la fumant avec les composts dont j'ai donné

la formule, une vigne épuisée qui n'avait pas été fumée depuis vingt ans, et que les vigneronns me conseillaient d'arracher. Aujourd'hui, cette vigne qui ne donnait précédemment que quelques grappes maigres, porte des raisins non moins beaux et en aussi grande profusion que des ceps voisins plantés il y a une douzaine d'années et par conséquent dans les conditions les plus favorables de fertilité.

Je voudrais que ces simples indications décidassent les viticulteurs à essayer l'emploi des vidanges; s'ils essayent, ils continueront bien certainement. Je ne connais pas d'engrais plus économique que celui-ci, il coûte moitié moins que tout autre.

PIERRE VALIN.

Note sur le *lathyrus tuberosus*, signalé comme succédané de la pomme de terre.

On trouve dans le *Courrier du Nord* l'article suivant :

« On s'occupe en ce moment de propager comme succédanée à la pomme de terre une plante des plus singulières : le *lathyrus tuberosus*, que nous croyons devoir signaler à nos cultivateurs, parce que le sol du Nord semble devoir lui être très-propice.

« C'est une racine noire, que l'on appelle *souris de terre* à cause de sa forme, et *châtaigne de terre* à cause de son goût.

« Elle est un objet de grand regret pour les familles de Lorraine qui ont dû quitter leur pays natal.

« En effet, c'est surtout dans certaines localités de la Lorraine, que la châtaigne de terre faisait les délices des enfants, qui la ramassaient en abondance en suivant la charrue.

« Cependant le *lathyrus* existe aussi dans quelques parties de la Bourgogne, et régulièrement le marché de la ville de Langres en est amplement pourvu.

« Le *lathyrus* n'a jamais été cultivé et l'on a lieu de penser que,

s'il l'était, il acquerrait des dimensions au moins aussi considérables que celles de la pomme de terre.

« Ce qui a empêché de cultiver cette racine, c'est le préjugé régnant chez le paysan, qu'elle marche sous terre et quitte l'enclos où elle se trouve, pour passer dans le champ du voisin.

« Le fait est qu'elle se propage en chapelet, dont les bulbes sont espacées le long d'une racine traçante horizontale.

« On trouve très-rarement les deux extrémités de ce chapelet, de sorte qu'en arrachant les tubercules postérieurs, la propagation se continue en avant, ce qui fait dire que cette plante, en continuant de marcher sous terre, finirait, dans un temps donné, par faire le tour du globe.

« C'est une plante ambulante et cosmopolite, qui ne connaît ni frontières ni patrie, et vit à l'état nomade. »

J'ai lu avec plaisir l'article sur le lathyrus, il m'a rappelé le bonheur que j'éprouvais à suivre le laboureur et à faire ma récolte du tubercule, que je ne connaissais que sous le nom de *méguson* (1) et que je mangeais avec plaisir.

Je ne crois pas que l'on puisse considérer le méguson comme un succédané de la pomme de terre; la pomme de terre plantée fournit ses tubercules sur la place où elle a été déposée, ces tubercules sont plus ou moins nombreux, ils peuvent donc être récoltés avec facilité; leur grosseur, comparée à celle du méguson, est énorme.

Le méguson, au contraire, est une plante qui pourra, je le crois, et j'en ferai l'essai, être cultivée, qui fournira un produit alimentaire agréable, mais sur lequel, en cas de disette, il ne faudrait pas compter.

MM. Mérat et Delens, dans leur excellent dictionnaire, font connaître que le lathyrus tuberosus se trouve dans les moissons du nord de l'Europe, et a des racines garnies de tubercules gros

(1) Le lathyrus a été désigné par des noms divers, selon les localités. Ces noms, énumérés par Duchesne, sont au nombre de seize; on l'a appelé : *anette*, *anotte de Bourgogne*, *arnoute*, *chourles*, *favouette*, *gland de terre*, *jaquerotte*, *louisette*, *macion*, *marjen*, *macusson*, *méguson*, *miason*, *mitrouillet*.

comme des noisettes, assez agréables à manger; qu'ils ont acquis en octobre leur maturité, qu'on les fait cuire sous la cendre ou dans l'eau; qu'ils ont alors à peu près le goût de la châtaigne; qu'on en peut faire du pain, tant ils sont abondants en fécule. D'après Misser, il fait connaître qu'on les vend en Hollande sur les marchés; d'après Guvehus, qu'on s'en nourrit en Sibérie.

Les fleurs du lathyrus sont d'un joli rose, et la plante, qui est vivace, pourrait être cultivée dans les jardins, même comme ornement.

A. CHEVALLIER.

Cas d'empoisonnement par les fleurs de cytise ;

Par M. J. CLOUET,

professeur de pharmacie et de toxicologie à l'École de médecine de Rouen.

On sait depuis longtemps déjà, que l'usage des graines du faux ébénier (*cytissus laburnum*, L.) produit sur l'économie des effets dangereux.

En 1815, en effet, MM. Tollard et Vilmorin, désireux de répandre l'usage de ces semences, qu'ils considéraient comme alimentaires, firent sur eux-mêmes des expériences, et les résultats peu favorables qu'ils obtinrent les forcèrent à abandonner leur idée. La même année, Cadet de Gassicourt publia, dans le *Bulletin de pharmacie*, une note sur les effets du cytise; il constatait surtout que le phénomène le plus remarquable produit par l'ingestion de cette plante était un effet vomitif violent.

En 1818, MM. Chevalier et Lassaigne commencèrent l'étude des semences du faux ébénier. De l'extrait hydro-alcoolique ils purent obtenir une substance active, de saveur désagréable, non azotée, dont M. Chevalier constata hientôt les propriétés physiologiques, car l'administration successive de 40 centigrammes

de substance impure produisit sur lui des désordres assez violents, dont l'effet se percevait encore après un délai de quinze jours. Les auteurs que nous venons de citer continuèrent leur travail pendant plusieurs années; ils publièrent l'analyse des semences du cytise (1), proposèrent de donner le nom de *cytisine* à la substance active qu'ils avaient isolée, et notèrent dans le cours de leurs observations que cette matière est également contenue dans les feuilles et dans les fleurs, mais que les fleurs en renferment moins que les feuilles, et celles-ci moins que les graines.

Déjà, en 1817, les fleurs du faux ébénier avaient été étudiées par J.-B. Caventou, mais à un autre point de vue. Il recherchait surtout si la belle matière colorante jaune qu'il était parvenu à isoler était susceptible d'applications industrielles; il obtint un résultat négatif. Il n'est pas extraordinaire de ne pas voir relatée dans son analyse (2) l'existence d'une matière active spéciale.

Ayant surtout pour but, dans cette note, d'appeler à nouveau l'attention sur les effets toxiques très-violents des fleurs du cytise, nous ne croyons pas utile de passer en revue tous les travaux qui ont été publiés sur les semences de cet arbre; cependant, comme le principe actif existant dans toutes les parties du végétal, le bois excepté, et dans toutes les plantes du genre cytise, a donné lieu à de grandes divergences d'opinions parmi les auteurs qui se sont occupés de la question, il est peut-être bon de rappeler sommairement les idées émises sur le corps nommé *cytisine* par MM. Chevalier et Lassaigue.

D'après M. Peschier, cette substance est identique à la cathartine du séné (3); on peut ajouter cependant que l'analogie entre les effets physiologiques produits est loin d'être complète.

En 1862, M. le docteur Th. Scott Gray reprit l'analyse des semences du cytise, en étudiant la question surtout au point de

(1) *Journal de pharmacie*, 2^e série, t. IV, p. 340, et *Reports*, t. VII, p. 268.

(2) *Journal de pharmacie*, 2^e série, t. III, p. 306.

(3) *Journal de chimie médicale*, t. VI, p. 65.

vue chimique et thérapeutique (1). Au lieu d'un seul principe actif, il annonça en avoir séparé trois différents, auxquels il donna les noms d'*acide laburnique*, de *laburnine* et de *cystine* ces deux derniers principes étant amers et neutres.

Enfin, en 1869, MM. Husemann et Marmé étudièrent très-complètement les propriétés de la cytisine, après l'avoir obtenue cristallisée et dans un grand état de pureté (2). Ils lui assignèrent la composition suivante : $C^{40}H^{27}Az^5O^2$; on voit donc que, contrairement à l'opinion de MM. Chevalier et Lassaigue, c'est un principe azoté. Quoi qu'il en soit, il résulte de leurs travaux que c'est surtout dans les semences et dans l'écorce que ce principe est contenu, et qu'il existe en moindre proportion dans les feuilles; ils ne parlent même pas des fleurs, et cependant, M. le docteur Rouge avait publié, en 1868, une observation fort intéressante d'empoisonnement de quatorze personnes à Lausanne par l'usage de beignets à la fleur de cytise.

C'est un fait de ce genre qui va maintenant attirer notre attention, car si l'on admet, avec certains auteurs, que 25 centigrammes de cytise produisent autant d'effet que 15 centigrammes de tartrate antimonico-potassique, il est alors difficile de supposer que cette matière active ne soit pas contenue en très-notable quantité dans les fleurs, car nous allons voir qu'il faut très-peu de celles-ci pour amener des accidents. Comme tous les auteurs sont au contraire d'accord pour admettre qu'il y en a plus dans les semences et l'écorce que dans les feuilles, plus dans celles-ci que dans les fleurs, il faut bien probablement supposer que la cytisine a des propriétés excessivement énergiques et plus grandes que celles qu'on lui a attribuées jusqu'à ce jour.

Le 18 mai dernier, une famille de Rouen, composée de sept personnes, mangea, le matin à la fin du repas, des beignets faits avec les fleurs du cytise. L'analogie de forme avec celles de l'acacia, quelquefois employées pour la confection de ces mets, fit

(1) *Gazette médicale*, année 1862, d'après l'*Edinburg Med. Journ.*

(2) *Journal de pharmacie*, 4^e série, 1870, p. 509.

supposer à la cuisinière qu'il y avait innocuité complète à employer ces fleurs en place des autres. *Huit* grappes, pesant ensemble 60 grammes environ, furent employées à la composition de l'entremets; les fleurs seules servirent, les pédoncules floraux ayant été rejetés; deux personnes seulement mangèrent les beignets froids. Quinze minutes environ après la fin du repas, trois dames furent prises d'un léger malaise; puis survinrent des vomissements, des vertiges; à des sueurs froides, qui durèrent un certain temps, succéda un léger mouvement de fièvre; puis la face redevint pâle; une accélération de la respiration, les traits fortement contractés, annonçaient de vives souffrances, que venaient augmenter de temps à autre de brusques contractions musculaires. Après neuf heures il y eut un moment de langueur, de tendance au sommeil; mais cet instant dura peu et l'insomnie fut générale dans la nuit qui suivit l'accident. Tous ces phénomènes se reproduisirent chez cinq personnes qui furent malades (sur sept), mais avec des degrés d'intensité différents : ainsi les vomissements durèrent chez l'une d'elles douze heures consécutivement, pendant que chez une autre ils ne se répétèrent que deux ou trois fois; mais, par contre, les accidents furent plus violents chez la dernière que chez les autres; l'effet purgatif fut aussi très-variable. Chez un homme d'une constitution vigoureuse et dans la force de l'âge, les accidents furent légers et ne se déclarèrent que deux heures au moins après le repas; chez la servante, qui avait mangé les beignets froids, ils ne survinrent qu'au bout de dix heures environ. Chez aucun des malades il ne s'est vraiment pas déclaré d'accidents d'asphyxie (c'est surtout à la fin des effets narcotiques que nous avons observés), de sorte que la respiration artificielle proposée par MM. Husemann et Marmé pour combattre l'empoisonnement n'a pas été essayée; mais nous ne pourrions préconiser l'emploi de la limonade tartrique, ainsi que l'a fait M. A. Chevalier, comme contre-poison, car son usage n'a guère modifié l'état des malades auxquels on l'a administrée. La nature a bien mieux agi que l'art dans ce cas d'empoisonne-

ment, d'ailleurs bénin, car ceux qui ont eu le plus de vomissements rapides sont ceux aussi qui se sont le plus vite rétablis.

Il résulte donc des faits que nous avons été à même d'observer, que l'introduction dans l'organisme de 8 grammes environ de fleurs de cytise peut déterminer des accidents éméto-cathartiques violents, et que, par conséquent, l'activité de la cytisine doit être considérable, puisque dans 8 grammes de fleurs il ne peut y en avoir qu'une très-minime quantité. Son action semble générale sur l'homme et les animaux, car, administrée à ces derniers, elle amène rapidement la mort en provoquant des vomissements et des convulsions; on prétend cependant que les chevreaux peuvent brouter impunément les feuilles du faux ébénier, et que les lièvres et les lapins rongent son écorce.

Il nous a paru utile de signaler les accidents graves dont nous avons été témoin, afin de mettre bien en garde contre les méprises funestes qui pourraient avoir lieu par suite de l'usage alimentaire du cytise. Nous savons bien cependant que les poisons les plus violents sont souvent les meilleurs médicaments, et que M. Gray a préconisé, dans certaines maladies, l'emploi de l'extrait aqueux de ces semences ou des corps dont il a parlé, et qu'il affirme qu'on peut éviter facilement tous les accidents en se tenant dans les limites des doses qu'il indique (cinq milligrammes vingt-cinq centigrammes); mais nous ne croyons pas que son traitement ait été employé autrement que par lui ou ceux qui ont été témoins de ses recherches, et la thérapeutique est assez riche en médicaments bien étudiés, susceptibles d'être efficaces dans les dyspepsies, la dyspnée, la coqueluche, les troubles qui accompagnent la grossesse, pour qu'il semble bon d'employer des médicaments nouveaux, dont la valeur n'est guère connue que du médecin écossais qui les a vantés, et dont, d'ailleurs, les travaux ne paraissent pas acceptés, puisque ceux qui, après lui, ont étudié le faux ébénier ne parlent même pas des corps neutres ou acides qu'il recommande, alors surtout que ces corps ont une action énergique aussi violente que celle que nous avons relatée.

Du cuivre et du plomb dans l'économie animale.

M. Devergie vient d'adresser à l'Académie la réclamation suivante :

Dans une note de MM. Bergeron et Lhôte adressée à l'Académie des sciences, et communiquée par M. Peligot dans la séance du 25 janvier 1875, ces toxicologistes exposent la découverte qu'ils ont faite du cuivre dans tout l'organisme. Les comptes rendus de l'Académie ont publié cette note et divers journaux de médecine en ont fait connaître la substance. MM. Bergeron et Lhôte seraient ainsi les auteurs de la découverte du cuivre à l'état normal dans les divers organes de l'homme.

Or, dans la séance du 16 octobre 1838, par suite d'indiscrétions commises sur les bases d'un travail d'analyse que j'avais entrepris, j'annonçais à l'Académie de médecine la découverte que j'avais faite du cuivre et du plomb dans les tissus de l'estomac et des intestins de l'homme.

Peu de temps après, je publiais, dans les *Annales d'hygiène et de médecine légale*, un article en mon nom et en celui d'Hervy, ayant pour titre : *Du cuivre et du plomb comme éléments des organes de l'homme et des animaux; modifications qu'il y a lieu d'apporter dans les procédés d'analyse propres à constater les empoisonnements par ces deux métaux.* (*Annales d'hygiène*, t. XX, p. 463.)

Enfin, dans la troisième édition de mon *Traité de médecine légale*, t. III, p. 532 (année 1838), j'exposais le travail tout entier que j'avais entrepris à cet égard.

Mes recherches reçurent plus tard la sanction des toxicologistes, et j'ai lieu d'être surpris que MM. Bergeron et Lhôte aient, au début de leur communication, déclaré, à propos du cuivre, que les documents publiés dans les ouvrages de toxicologie sur cette question *étaient fort contradictoires*.

Je suis encore plus surpris qu'ayant retrouvé le cuivre dans

les cendres des organes de l'homme, ils n'y aient pas constaté l'existence du plomb et du manganèse, métaux dont nous avons reconnu l'existence il y a trente-sept ans.

Voici la substance du travail auquel nous nous sommes livrés : Ayant trouvé dans les cendres des organes digestifs du cuivre et du plomb, dans cinq expertises judiciaires dont j'avais été chargé, quoique, dans l'un de ces cas, il y ait eu empoisonnement par l'arsenic, je fus frappé de cette coïncidence, et comme je m'occupais alors, avec F. Hervy, de recherches analytiques sur l'estomac et les intestins de l'homme, mon attention fut naturellement appelée sur la constitution chimique des produits de l'incinération de ces organes, dans lesquels nous avons retrouvé du cuivre, du plomb, et souvent du manganèse. J'ai dû, par des circonstances particulières, poursuivre seul mes recherches, et je ne tardai pas à retirer du cuivre et du plomb de tous les organes, et même du sang.

C'est alors que je proposai, dans mon *Traité de médecine légale*, pages 528 et 529, t. III, des procédés propres à ne pas agir sur le cuivre et le plomb à l'état normal, dans les cas d'empoisonnement.

J'ai cherché à déterminer la proportion de sulfate de cuivre et de sulfate de plomb que l'on pouvait retirer de l'estomac et des intestins aux divers âges de la vie, etc. Voici le tableau de quelques essais :

Enfant nouveau-né :

Canal intestinal. Sulfate de plomb. 0,001 Sulfate de cuivre. 0,001

Enfant de huit ans :

Estomac	Id.	0,004	Id.	0,005
-------------------	-----	-------	-----	-------

Enfant de quatorze ans :

Canal intestinal.	Id.	0,025	Id.	0,030
-------------------	-----	-------	-----	-------

Femme adulte :

Estomac	Id.	0,030	Id.	0,035
Intestins	Id.	0,030	Id.	0,035
Intestins	Id.	0,040	Id.	0,046

Homme adulte :

		Sulf. de plomb.	Sulf. de cuivre.
Intestins.....	Id.	0,025	Id. 0,037
Intestins.....	Id.	0,035	Id. 0,040
Vésicule biliaire.	Id.	0,005	Id. 0,003

Femme atteinte de phthisie :

Intestins.....	Id.	0,010	Id. 0,010
Cerveau(500 gr.)	Id.	0,006	Id. 0,019

Homme ayant succombé à une encéphalopathie saturnine :

Estomac.....	Id.	0,030	Id. 0,020
Reins (250 gr.).	Id.	0,008	Id. 0,001
Matières fécales.	Id.	0,023	Id. 0,030
Vésicule biliaire.	Id.	0,004	Id. 0,001
Vessie.....	Id.	0,005	Id. 0,003
Chair musculaire(500 gr.)	Id.	0,026	Id. 0,024
Sang (230 grammes)....	Id.	0,050	Id. 0,044
Dents (liseré noir).....	Id.	0,001	Id. 0,000

Déjà des recherches du même genre avaient été faites pour le cuivre dans un grand nombre de *végétaux* par Gahn, Berzélius, Vauquelin, Meissner, Sarzeau, Porelli et Boutigny (d'Evreux); ces savants avaient constaté la présence du cuivre dans un grand nombre de végétaux.

Cet ensemble de faits démontre suffisamment que les recherches de MM. Bergeron et Lhôte sont bien postérieures à celles que j'ai faites. Il m'autorise à réclamer une priorité de recherches qui remonte à trente-sept années.

De l'action des sels de cuivre sur les animaux.

M. Gallipe a fait connaître à la Société de biologie, qu'il a étudié chez les animaux l'action toxique *des sels usuels de cuivre*, sulfate, acétates neutre et basique, il en a conclu l'impossibilité d'empoisonner ainsi les animaux. Dans une première expé-

rience où l'empoisonnement est lent, un chien, après cent vingt-quatre jours de traitement, pendant lesquels il a avalé 71 grammes d'acétate neutre, meurt de broncho-pneumonie, sans avoir présenté d'accidents toxiques ; son foie contient 31 centigrammes de cuivre métallique. Dans une seconde expérience où l'empoisonnement est pratiqué à hautes doses, avec 4 à 5 grammes d'acétate cristallisé, soit par la bouche, soit en lavement, on ne provoque que des vomissements ou une diarrhée, dans lesquels on retrouve la matière toxique. Chez l'homme, M. Gallipe cite deux tentatives d'empoisonnement : l'une par 45 grammes, l'autre par 16 grammes de verdet, sans qu'il y ait eu mort.

M. Rabuteau dit que Toussaint, en Allemagne, Pécholier et Saint-Pierre, et lui-même, sont arrivés à peu près aux mêmes conclusions.

Ces résultats méritent de fixer l'attention des toxicologistes, lorsqu'ils sont appelés dans des cas d'empoisonnement attribués à des sels de cuivre, cas qui peuvent être portés devant les cours d'assises et donner lieu à des condamnations capitales.

A. C.

Accidents déterminés par l'usage de vêtements teints par des couleurs d'aniline.

Un article de quelques lignes, inséré dans le t. XLI (1874), page 378, des *Annales d'hygiène*, article qui faisait connaître des accidents qui avaient été déterminés par l'usage d'un chapeau acheté chez une marchande de modes de la Chaussée-d'Antin, nous a valu une lettre anonyme d'un M. B. X., qui contestait le fait et qui demandait une réponse, poste restante. Nous aurions pu ne pas répondre, mais c'était justifier une imputation de mensonge. Nous invitâmes M. B. X. à se présenter chez nous, pour lui remettre une partie du chapeau, afin qu'il la

fit analyser, pour se convaincre de la vérité du fait avancé. Nous trouvons aujourd'hui, dans le journal la *Petite Presse* du vendredi 4 juin, un fait qui a de l'analogie avec celui que j'avais fait connaître. Un cas d'empoisonnement bien singulier, produit il y a quelques jours par un chapeau, est raconté par le *Journal d'Alsace*. Un cordonnier avait acheté, la veille de la Pentecôte, un chapeau de feutre, dans une ville de l'Allemagne du Nord. Le chapeau n'exerçait pas de pression sur la tête, et cependant l'acheteur ressentit de violents maux de tête, son front s'enfla fortement, il se forma des boutons qui suppurèrent. Les yeux du malheureux s'enflèrent à tel point qu'il ne put presque plus les ouvrir; l'enflure se communiqua à presque toute la figure.

Ce fait ne pouvait provenir que du chapeau; un chimiste constata, après examen, que le cuir brun à l'intérieur du chapeau était teint avec une couleur vénéneuse à l'aniline, ce qui arrive très-souvent. Un empoisonnement et une inflammation ont lieu dès que cette matière entre en contact avec la peau. Un médecin ayant confirmé ces observations, la police fut prévenue, et il est à croire que l'on ne tardera pas à ouvrir une enquête.

L'enquête demandée aura de l'importance, par la raison que l'emploi des couleurs dérivant de l'aniline a déjà donné lieu à des cas d'accidents signalés dans les journaux scientifiques. Non-seulement on peut rappeler l'affaire de chaussettes qui devaient leur coloration à la coraline impure, mais MM. Eulenberg et Volh, de Coblenz, ont publié dans un journal allemand *Vierteljahrschz*, t. XII, n° 2 (1), des renseignements de la plus haute importance sous le rapport de l'hygiène publique.

Ces savants établissent que les couleurs dérivant de l'aniline ne devraient être employées qu'après s'être assuré : 1° que leur purification a été complète; 2° si le principe colorant était chimiquement pur, ou s'il a une action nuisible sur l'économie animale; 3° si son application sur les tissus se fait à l'aide de mordants toxiques et si une partie en resterait sur le tissu.

(1) Voir les *Annales d'hygiène*, t. XXXIX (1874), p. 431.

Ils font connaître que les couleurs dont on fait usage, pour les tissus de qualité inférieure, pour des laines, sont teintées avec les résidus de rouge d'aniline, qui peuvent contenir des produits arsenicaux, produits qui déterminent des accidents plus ou moins graves.

Il est probable que le chapeau qui a donné lieu aux accidents que nous avons fait connaître, a été teint avec des couleurs qui n'avaient pas été privées des substances toxiques, notamment de l'arsenic.

Nous rappellerons ici qu'on a eu à constater à Paris, en 1858, des exemples d'accidents déterminés par des tissus, par des fleurs, par divers objets, dans la préparation desquels on avait employé un vert arsenical, l'arsénite de cuivre, connu sous le nom de vert de Schweinfürt. Ces faits, signalés à l'administration, ont donné lieu à des prescriptions ayant pour but de faire cesser les accidents qui lui avaient été signalés (1).

A. C.

THÉRAPEUTIQUE

De l'acide salicylique; — ses propriétés antiputrides.

Il se fait beaucoup de bruit en Allemagne autour d'un médicament, sinon nouveau, du moins peu employé jusqu'ici, et auquel on vient de découvrir des propriétés qui seraient bien précieuses si l'expérience confirme les premiers résultats obtenus. Ce corps est l'acide salicylique. D'après les travaux publiés en Allemagne, et qui ont été analysés par la *Gazette hebdomadaire*, Kolbe serait parvenu à préparer artificiellement cet acide par un procédé qui permet d'en exécuter la synthèse, et qui consiste

(1) Voir les *Annales d'hygiène*, 1859, t. XII, 2^e série, p. 49.

à former l'acide salicylique par l'action de l'acide carbonique sur l'acide phénique et la soude. Kolbe fait chauffer de l'acide phénique avec une lessive de soude et de phénate de soude, puis il ajoute de l'acide carbonique; il se forme un salicylate de soude alcalin, dont l'acide salicylique est isolé par l'acide chlorhydrique. (*Gaz. hebd.*, n° 21, 1875.)

D'après ce même journal, ce corps se présente sous forme d'une poudre blanche peu soluble dans l'eau, facilement soluble dans l'alcool, et présentant la réaction violette caractéristique avec le chlorure de fer. Sa formule est $C^7H^6O^5$. La chaleur le décompose en acide carbonique et en acide phénique.

L'acide salicylique serait un désinfectant et un antiputride des plus énergiques; on pourrait l'appeler tueur de germes par excellence, car il empêche, dit-on, les phénomènes de fermentation et de putréfaction. Ainsi, il empêche la fermentation du sucre sous l'influence du levain, la fermentation de la bière, la coagulation du lait, la putréfaction de l'urine. La viande serait conservée pendant près d'un mois par les solutions d'acide salicylique. Il agirait plus énergiquement que l'acide phénique sur la pepsine, la diastase salivaire, la fermentation glycogénique. Enfin, il empêcherait la germination des graines et arrêterait la croissance des plantes.

Ces propriétés ne pouvaient manquer d'appeler l'attention des cliniciens; aussi s'est-on empressé de l'expérimenter d'abord en chirurgie. Sur les plaies, l'acide salicylique, employé en poudre ou en solutions au trois-centième, a paru agir comme l'acide phénique, mais plus énergiquement. Mais son action ne serait pas seulement locale, il abaisserait notablement la température et abrégerait la fièvre dans la septicémie déterminée chez les animaux par les infections putrides. On aurait obtenu de bons effets dans diverses affections septicémiques. D'après d'autres expérimentations, l'acide salicylique serait un antipyrétique comparable à la quinine, mais ne présentant pas les inconvénients de cet alcaloïde. On en recommande aussi l'usage dans la fièvre typhoïde, l'érysipèle, le rhumatisme.

Employé quatre fois, dans le catarrhe de la vessie, à la dose de 1 gr. 50 centigr. par jour, il a amené la disparition des bactéries dans l'urine et la réaction acide au lieu de la réaction alcaline.

Ce nouvel agent est en expérimentation non-seulement en Allemagne, mais aussi en Angleterre et aux États-Unis. On saura bientôt à quoi s'en tenir des résultats obtenus. « Il nous semble, ajoute la *Gazette hebdomadaire*, que les qualités antiputrides et antifermentescibles de l'acide salicylique le rapprochent complètement de l'acide phénique; il est donc naturel qu'on en essaye l'usage dans tous les cas où l'acide phénique est indiqué. Maintenant, l'acide salicylique est-il supérieur à l'acide phénique? C'est ce que prétendent les auteurs que nous avons cités, et voici quels sont les avantages qu'ils invoquent en faveur de l'acide salicylique : Celui-ci, agissant plus énergiquement en petite dose sur les ferments, est entièrement dénué d'action irritante sur les tissus; il n'est ni caustique ni corrosif, et ne produit pas d'inflammation; avec des quantités nécessaires pour produire ses effets, il ne peut amener aucun accident; il est sans odeur, sans goût; de sorte qu'il peut être employé pour la conservation de la viande et de l'eau.....

« Fürbringer le donne, chez l'homme, à la dose de 1 à 4 gr, 50 centigr. et 2 grammes par jour, en solution aqueuse aromatisée avec un sirop ou avec une décoction mucilagineuse, soit 1 gramme pour 300 d'eau ou 1 gramme pour 180 de décoction, en injections vésicales à un cinquième pour 100. »

Des expériences sur l'emploi de ce nouvel agent antiseptique ne manqueront pas d'être tentées en France; nous les présenterons à nos lecteurs aussitôt qu'elles nous seront connues.

Décoction de feuilles de châtaignier contre la toux convulsive.

Dans un hôpital d'enfants, à Philadelphie, Davis guérit la convulsion avec l'extrait liquide des feuilles de châtaignier, recueillies de juin à octobre et administrées à dose de trois ou quatre cuillerées à café par jour. Il obtient ainsi diminution du nombre et de la violence des accès.

Dans une épidémie de coqueluche observée à Salò par le docteur Melchiori Guoanni, au mois de décembre 1874, il fit un très-grand usage des feuilles de châtaignier.

Il faut faire bouillir pendant vingt-cinq à trente minutes cinq à six grandes feuilles vertes de châtaignier dans un litre d'eau, puis sucrer. Cette décoction, qui est assez agréable à boire, ne produit aucun désordre gastro-intestinal. A un degré de concentration plus fort, la décoction devient désagréable, et les enfants la refusent.

En général, après cinq à huit jours de cette médication, les accès sont adoucis et beaucoup plus rares. Quand on a employé une décoction un peu concentrée, on arrive, au bout de huit jours, à une guérison complète. (La Salute.)

Intoxication par le café.

Sous ce titre, le docteur Curchemann, de Berlin (*Deutsch Klinik*) fait connaître le fait suivant :

« Désespérée d'une nouvelle grossesse que lui faisait admettre la non-apparition de son époque, la femme d'un tailleur, âgée de vingt-sept ans, but en une fois, afin de se faire avorter, une infusion de 250 grammes de café, faiblement torréfié, dans

500 grammes d'eau bouillante. Notre confrère la trouva assise sur un canapé, le visage pâle et exprimant l'angoisse ; elle se plaignait de manquer d'air, se cramponnait aux meubles dans son angoisse et implorait du secours, se trainait d'une place à l'autre, cherchait en vain à se lever et présentait, surtout dans les mains, de violents tremblements et des secousses choréiformes : bien qu'elle reconnût les siens, elle n'avait pas le sensorium complètement libre ; son front était froid, la respiration était pénible, courte et rapide (de 24 à 30), le pouls fréquent, tendu et dur (112 à la minute) ; selles liquides, accompagnées de ténésmes, ainsi que miction ; la quantité de l'urine était considérablement augmentée, et son poids spécifique était descendu à 1014. Ces derniers phénomènes ne durèrent que 24 heures ; le pouls continua à présenter un peu de régularité. Les règles attardées se montrèrent le lendemain et durèrent trois jours, comme de coutume. »

Nous voyons dans le récit du docteur Curchemann une indisposition qui, selon nous, ne peut être assimilée à un empoisonnement.

E. B....

Empoisonnement par un ballon colorié.

Joseph Cavan, âgé de 8 ans, est mort subitement il y a quelques jours.

Il était en train de jouer avec un petit ballon colorié, qui éclata et dont il mâcha la peau.

Il y a peu de doute qu'il n'ait été empoisonné par la teinture employée à colorier le jouet (*Medical Times et Gazette.*)

H. B. RIOFREY.

Sur la vente des vins plâtrés.

La question de la santé publique devant passer avant tout, nous revenons sur la vente de vins dénaturés et contenant un sel purgatif.

Nous croyions que les rapports de MM. Béjot et L'Hôte, et même celui de MM. Béchamp, Prax, Garcin, auraient convaincu MM. le Président et les Juges, dans l'affaire Bouffon et Béraud, qu'il était nécessaire, dans l'intérêt de l'hygiène publique, de faire un exemple. En effet, M. Béjot, qui n'avait point à se prononcer comme chimiste, dit que ce vin laisse à la langue et au palais un mordant très-prononcé, qu'il attribue au plâtrage ; que l'abus du plâtrage n'est pas moins nuisible au vin qu'il ne l'est aux consommateurs auxquels il est livré ; qu'il a, de plus, un goût d'amertume et de croupi qui n'a aucune analogie avec le goût d'herbage et de terroir particulier à des contrées vini-coles qui produisent des vins d'une saveur toute particulière. M. Béjot a aussi constaté que quelques-uns des demi-muids qu'il a dégustés avaient un principe de fermentation (1), principe de fermentation auquel il attribue le développement de l'acreté et de l'amertume qu'il a constatées dans la dégustation de quarante-six demi-muids contenant le vin sur lequel il était appelé à donner son appréciation.

M. L'Hôte déclare : 1° que le vin vendu par M. Causse (de Narbonne) à MM. Bouffon et Béraud a été trop fortement plâtré ; 2° que, sous l'influence de ce plâtrage excessif, sa composition, profondément modifiée, ne peut pas être assimilée à celle du vin naturel, puisqu'il ne renferme pas de crème de tartre, élément qu'on rencontre dans tous les vins naturels ; 3° que ce vin

(1) La fermentation du vin plâtré démentirait le dire de M. Sézane, qui a pris un brevet *pour le plâtrage du vin*. Ce plâtrage, qui n'était pas, comme on l'a dit, pratiqué d'un temps immémorial dans l'Hérault, n'empêche pas la fermentation, comme il l'avait avancé dans sa brochure.

contient, en forte proportion, du sulfate de potasse, si nuisible à la santé; 4^o que ce vin, en raison de sa composition et de ses propriétés, ne doit pas être considéré comme un vin potable.

MM. Béchamp, professeur de chimie; Prax, *prêtre chimiste*, et Garcin, *ingénieur civil chimiste*, déclarent que le vin livré par M. Causse est du *vin excessivement plâtré*, mais que le *plâtrage est une opération adoptée par les pratiques et usages bien connus du commerce des producteurs de vin; ils ne croient pas devoir le considérer comme falsifié.*

On voit que, par suite d'une insouciance et d'un défaut d'examen qui était indispensable, la santé publique est constamment menacée, et qu'on déclare *licite* la vente d'un vin dénaturé qui ne contient plus la crème de tartre, sel qui se trouvait autrefois dans tous les vins, vins qui se trouvent maintenant contenir en solution du bisulfate de potasse, *sel actif et nuisible à la santé*, faute d'un examen qui aurait dû être fait par des sommités médicales. Des malades, des gens d'une constitution faible peuvent journellement être victimes de cette insouciance, que nous pouvons regarder comme coupable, puisque la santé publique est en question. Pour nous, consulté à l'occasion d'une livraison de vin plâtré, destiné à des vieillards dans un hospice, nous avons eu le bonheur de protéger ces vieillards et de les soustraire à l'action d'un vin qu'on ne savait pas être plâtré, et dont on ne connaissait pas l'action sur l'économie animale.

En bonne justice, le vin ainsi altéré ne devrait être vendu qu'avec une dénomination exacte, celle de : *vin plâtré*, de *vin au bisulfate de potasse*. Cette indication, faisant connaître sa véritable composition, permettrait à l'acheteur de savoir ce qu'il achète. On poursuit et l'on punit le marchand qui vend du vin allongé d'eau, vin qui n'est pas nuisible, et on déclare licite la vente d'un vin qui est dénaturé, et qui contient un sel déclaré toxique par de savants médecins! Il est absurde (qu'on me passe le mot) de désigner le *vin dénaturé* comme étant un *vin normal*, comme un vin qui serait d'autant plus appréciable, parce qu'il contient un sel purgatif à un haut degré.

Les savants qui se sont occupés de ce vin, et qui en ont signalé les inconvénients, sont : 1^o M. Barral; 2^o M. Payen. Voici ce que disait M. Barral : « Il faut être très-réservé quand il s'agit d'ajouter quelque élément à un produit fourni par la nature ou préparé de temps immémorial par des procédés traditionnels. » Aussi, nous comprenons parfaitement que plusieurs Tribunaux se soient prononcés contre le plâtrage des vins, qu'au contraire les Tribunaux de Montpellier ont déclaré licite. Un rapport d'excellents chimistes, MM. Béral, Chancel et Cauvy, a conclu, il est vrai, que le plâtrage exercé dans le Midi ne communiquait presque aucune qualité nuisible à la santé de ceux qui en font usage. Nos honorables collègues ont été trop loin : reconnaître que le plâtrage a pour effet, par suite d'une double décomposition, de remplacer dans le vin une grande partie du bitartrate de potasse, la *crème de tartre* par du *sulfate de potasse*, c'est prouver qu'on n'a plus de *vin véritable*.

On peut dire que, puisque cette opération donne au vin la propriété de se mieux garder, elle a un avantage réel ; mais le consommateur n'en boit pas moins une dissolution saline à la place d'une autre. Or, quoi qu'en aient dit MM. Bérard, Chancel et Cauvy, le *sel de duobus*, le *sulfate de potasse* est bien autrement *toxique* que le *tartre*, et il ne saurait être indifférent d'ingérer l'un au lieu de l'autre ; rien ne prouve que le plâtrage ne produise pas encore d'autres altérations : l'enlevage, par exemple, de l'acide dont M. Pasteur vient de démontrer la présence dans la fermentation vineuse. Ainsi, *point d'introduction quelconque dans le vin, tel est le principe dont on ne doit pas se départir ; en agissant autrement, on n'a pas de vrai vin.*

L'opinion de M. Payen se trouve exprimée dans une lettre insérée dans le *Journal d'agriculture pratique*, portant la date du 5 mars 1858 :

« Permettez-moi de vous dire que je partage complètement votre avis en ce qui touche les vins plâtrés ; je ne crois pas que le sulfate de potasse, sel amer, purgatif, contenu dans les vins, soit l'équivalent, pour l'hygiène, du bitartrate de potasse, dont

on connaît la saveur aigrette agréable. Il me semble peu probable qu'aucun consommateur, en connaissance de cause, voulût accepter du *vin plâtré* pour du *vin naturel* (1). »

Les opinions de MM. Barral et Payen sont semblables à celles émises par MM. Limousin-Lamothe (de Saint-Affrique); par M. Janicot, secrétaire du Conseil d'hygiène de Saint-Étienne (Loire); par M. Thirault, pharmacien chimiste, membre du Conseil d'hygiène; par M. Batilliat, qui a écrit un *Traité sur les vins de France*. Il a eu l'heureuse idée de terminer une réponse à une demande qui lui a été faite, en disant : *Je pense provisoirement qu'on ne doit se servir du plâtre que pour préserver les futailles qui doivent voyager*; par M. Delarue (de Dijon), qui émet l'avis que, malgré l'innocuité qu'on dit résulter du plâtrage, il ne pense pas qu'on doive jamais l'introduire dans nos grands vins (bourgogne), ni même dans les vins ordinaires; car il est convaincu que les uns et les autres perdraient infailliblement ce bon goût si fin, si délicat qui fait toute leur valeur et leur renommée.

M. Delarue (1858) disait en outre que la méthode du plâtrage est inconnue en Bourgogne, ou plutôt qu'elle a été abandonnée depuis plus de vingt ans.

On a établi que le *Formulaire des hôpitaux militaires* avait émis un rapport favorable sur le plâtrage des vins. Voici ce qu'on lit à la page 436 de ce formulaire :

« Cette pratique (*le plâtrage des vins*), en admettant qu'elle soit utile pour la conservation de ceux qui sont médiocres, trop colorés, aigres ou trop acerbés, n'en altère pas moins d'une manière profonde la *composition chimique normale des vins*; il résulte, en effet, de leur plâtrage, la disparition des phosphates alcalins, du bitartrate de potasse, qui est remplacé par du sulfate de cette même base. En outre, on introduit aussi dans le vin divers sels calcaires : acétate, chlorure et sulfate. »

(1) Payen, dans son *Traité des substances alimentaires*, fait encore connaître son opinion sur le plâtrage des vins, et dit que la Société d'agriculture de France a proposé, en 1864, un prix de 2,000 fr. pour remplacer le plâtrage.

On a eu la singulière prétention d'établir que l'action du sulfate de potasse *était peu différente* de celle du bitartrate, de la crème de tartre. Voici la réponse que j'emprunte à MM. Mérat et Delens (*Dictionnaire général de matière médicale et thérapeutique*, etc., t. V, page 486) : « En médecine, ce sel, le bitartrate de potasse, est très-usité à la dose de 1 à 2 gros (4 à 8 grammes) comme laxatif; comme purgatif, à la dose de *demi-once à une ou deux onces* (de 16 à 64 grammes) *sulfate de potasse*, sel de duobus. » — Ce sel est un des *purgatifs* les plus usités à la dose de 2 à 4 gros (de 2, 4 à 8 grammes). Il est plus actif, plus irritant que la plupart des sels neutres, *auxquels il faut se garder de l'assimiler*; nous avons vu, en 1821, une once de ce sel, prise par erreur dans de la tisane, causer une sorte d'empoisonnement (J' C Greisel, *Misc. Acad. nat. Car. Desc.* I, A, Z, 1672, page 77) attribue à l'action d'un demi-gros (2 grammes) de ce sulfate la superpurgation et la mort d'un fébricitant. Mais il y a beaucoup à dire sur ce fait. Est-ce le sel qu'il faut accuser? Un grand nombre de médecins, Trousseau, le thérapeutiste éminent, écrivait : « Le sulfate de potasse est purgatif, mais il agit à plus faible dose que le sulfate et le phosphate de soude; son action excitante est beaucoup plus vive; il donne lieu à d'assez fortes coliques que ceux-ci ne provoquent pas. » L'opinion de Mérat et Delens, celle de Trousseau sont confirmées par Greissellius, Sobaux, le docteur Bonnassières, Briant, Ollivier (d'Angers), Neveu.

On a dit que M. Poggiale était favorable au plâtrage des vins. Voici les conclusions d'une commission dont M. Poggiale fut l'organe en 1869 :

- 1^o La dégustation ne permet pas de distinguer les vins plâtrés ;
- 2^o Le plâtre diminue l'intensité de la couleur du vin ;
- 3^o Le bitartrate de potasse, l'un des principes les plus utiles du vin, est décomposé par le plâtre ;
- 4^o L'opération du plâtrage modifie profondément la nature des vins, en substituant au bitartrate un sel purgatif à la dose de 8 à 12 grammes.

On a placé au nombre des défenseurs du plâtre MM. Bussy et Buignet ; cette désignation est inexacte. Il en est de même de l'opinion attribuée à M. Soubeiran ; car il dit dans ses ouvrages : *La dose du sulfate de potasse ne doit pas être élevée au delà de 12 à 15 grammes ; à 30 grammes, il cause une espèce d'empoisonnement.*

On voit qu'on ne peut comparer l'action de la crème de tartre à celle du sulfate de potasse, et qu'il n'y a pas de raison de persister, en dépit de l'hygiène, à faire boire à la population *du vin au sulfate de potasse.*

Notre opinion sur l'usage du sulfate de potasse a déjà été le sujet de deux mémoires imprimés, en 1842, dans le *Journal de chimie médicale*, et, en 1872, dans le *tomé XXXVIII des Annales d'hygiène*. Nous ne pouvons qu'en rappeler les titres pour ceux qui voudraient les consulter.

Un savant, M. Béchamp, qui avait quelque tendance à protéger le plâtrage des vins, s'exprimait cependant de la manière suivante :

« Le plâtrage des vins doit-il être considéré comme une sophistication, comme une pratique frauduleuse ? Cette opération peut-elle communiquer aux vins des propriétés dangereuses, qui résulteraient de l'introduction dans le vin de substances nuisibles à la santé ? *Ce sont les deux points sur lesquels il est nécessaire, je dirai plus, il est urgent que la science se prononce nettement ;* des intérêts puissants l'exigent : la santé publique à préserver, si le plâtrage est dangereux ; des méfiances, des préjugés à dissiper, s'il ne l'est pas ; des fraudeurs à punir ou des accusés à absoudre ; un commerce, une industrie à réglementer ou à protéger ; telles sont les importantes conséquences qui doivent ressortir des vins plâtrés. »

Cette proposition, des plus sages et des plus importantes, puisqu'il s'agit de la santé publique, aurait dû être adoptée ; elle aurait dû être soumise au jugement de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine.

A. CHEVALLIER.

Tromperie sur l'emploi d'un liquide vendu sur la voie publique.

On a pu remarquer sur les places publiques de la capitale, notamment sur le boulevard de Strasbourg, rue de Bussy, etc., un industriel qui offrait au public un soi-disant réactif, au prix de 1 franc le flacon ou de 50 centimes le demi-flacon ; un prospectus de cet industriel indiquait que ce réactif fait reconnaître les vins falsifiés.

On conçoit qu'une semblable annonce pouvait avoir des dangers pour le public, car le liquide contenu dans le flacon aurait pu porter des gens crédules qui auraient acheté un vin précipitant par ce liquide, ce que font les sulfates, aurait pu tenter à son marchand, un procès qu'il n'aurait pas pu soutenir sans le perdre.

L'administration, informée de cette vente, fit prendre des échantillons de ce liquide et le fit examiner par un des membres du Conseil de salubrité, qui dans un rapport lu en séance, fit connaître que le réactif livré au public était une solution d'azotate de baryte, qui aurait pu induire le public en erreur, en raison de ce que des vins préparés dans divers départements, les Pyrénées-Orientales, le Var, l'Hérault, sont préparés par une méthode brevetée d'invention, par le sieur Sezane ; l'emploi du plâtre dans la vinification donne lieu à des vins qui contiennent du sulfate de potasse fournissant par l'azotate de baryte des abondants précipités.

Quoique cette méthode ait été signalée comme dénaturant le vin, quoique le sulfate qui se trouve dans ce liquide alimentaire ait été déclaré nuisible à la santé, elle n'est pas regardée par les tribunaux comme constatant une falsification, de là l'inutilité et le danger de se fier au dire du vendeur et de signaler un vin plâtré comme étant un vin falsifié.

Ce n'est pas la première fois que les sels barytiques solubles

sont indiqués; déjà, en 1858, un sieur L. avait préconisé le chlorure de baryum; l'affaire soumise au Conseil de salubrité, le rapporteur déclara que ce réactif placé entre des mains inintelligentes peut induire en erreur et qu'il y avait lieu d'en interdire la vente. Conclusion qui a été la même pour la vente de la solution d'azotate.

A. C.

OBJETS DIVERS

De la vapeur d'eau pour l'extinction des incendies.

On lit dans divers journaux l'annonce de de puissance de la vapeur pour l'extinction des incendies; on annonce dans cet article :

« Des expériences ont été faites à bord du steamer *Prague*, dans le dock Victoria, à Leith, dans le but de démontrer la puissance de la vapeur comme extincteur dans les incendies. Le feu fut allumé, à l'aide de pétrole et de bois, dans la cale. Puis la vapeur fut injectée des chaudières. En dix minutes, la cale était pleine et le feu complètement éteint. La cale eût été remplie de marchandises que l'on se fût plus rapidement encore rendu maître de la conflagration.

« Ce sont les secondes expériences qui se font à ce sujet en Angleterre. Les premières ont été aussi concluantes. L'on ne saurait trop en faire connaître les résultats, l'emploi de ce moyen pouvant avoir, dans bien des cas, pour conséquence immédiate la préservation de l'existence de centaines de personnes. »

L'emploi de la vapeur dans ce cas n'est pas nouveau, on trouve : 1^o dans les *Mémoires* de l'Académie des sciences du

30 septembre 1839, le résultat d'expériences sur le même sujet (avec réussite) faites par MM. Colladon et Duchesne; 2° dans le *Bulletin* de l'Académie des sciences du 16 novembre 1840, une application de la vapeur dans un cas d'incendie; 3° dans le t. VIII, 1862, de la Société d'encouragement, la mention d'un envoi par M. Alexandre Letandais, distillateur à Nantes, dans un mémoire sur l'emploi de la machine à vapeur pour l'extinction des incendies, avec le plan d'une machine affectée à l'application de ce système.

On voit que depuis 1839 on n'a pas fait faire un pas à une question d'une si haute importance.

A. CHEVALLIER.

Sang de bœuf bu comme tonique.

Un médecin qui a visité l'abattoir de New-York a constaté qu'un grand nombre de personnes fréquentent cet abattoir pour y recueillir et boire le sang de bœuf au moment de l'abattage.

On évalue à deux cents les personnes qui ont l'habitude de faire usage journellement de ce liquide encore chaud.

On dit qu'une dame s'exprimait de la manière suivante : Quand je ferme les yeux, il me semble que je bois du lait de vache.

Les praticiens des Etats-Unis recommandent, à ce qu'il paraît, la médication de la phthisie par le sang.

Accident déterminé par un ballon.

Samedi, à trois heures trois quarts du soir, rue Saint-Jacques, 289, dans la cour du lavoir public existant à cette adresse, un

enfant de onze ans, nommé Paul Durand, dont les parents demeurent rue Cassini, 6, s'amusait à gonfler un petit ballon.

Comme il fallait une forte aspiration pour reprendre son souffle, le ballon, attiré dans sa gorge, y pénétra profondément, et il donna aussitôt des signes de suffocation.

Sa mère le conduisit immédiatement à la pharmacie Moutardier, rue Saint-Jacques, 304. Là, on trouva le cas tellement grave qu'on lui conseilla de porter sans tarder le malade à l'hôpital Cochin, ce qui fut fait.

Mais, arrivé à l'établissement hospitalier, l'enfant avait cessé de vivre.

Les égouts de Paris.

Aujourd'hui, le système général des égouts de Paris offre le développement prodigieux d'environ 600 kilomètres, c'est-à-dire près de 150 lieues. En y joignant les catacombes, les conduits à gaz, etc., on voit sur quel incalculable ensemble d'excavation repose la grande ville, dont le sol est percé de plus de trous qu'une éponge.

Si on réfléchit sur ce chiffre, on doit se demander si on ne pourrait pas conduire à la mer l'eau de beaucoup de ces égouts et débarrasser les communes riveraines de l'infection due à ces eaux. Nous reviendrons sur ce sujet d'un haut intérêt.

Matelas de liège granulé pour la marine.

M. le vice-amiral Ryder, en ce moment commandant en chef la station anglaise des mers de Chine, vient d'appeler encore

l'attention de l'amirauté sur les grands services que pourrait rendre à bord l'adoption de matelas garnis de liège granulé à la place de laine ou de crin; le liège, permettant au matelas de flotter, ferait ainsi, du hamac, une véritable petite embarcation de sauvetage, constamment à la portée des hommes. Bien longtemps avant le désastre du *North-Fleet*, l'amiral avait demandé l'adoption de semblables matelas, pouvant supporter un poids de 120 à 130 livres et dont le prix devait varier suivant la qualité de la toile.

Que d'existences, dit l'amiral Ryder, auraient été sauvées par cet appareil si simple, quand on songe aux catastrophes des vaisseaux anglais *le Bombay*, *l'Amazone*, *l'Orphée*; de la frégate russe perdue dans la Baltique, du *Roi-d'Italie*, de la corvette américaine perdue dans les Antilles, et de cette foule de navires de commerce perdus dans le dernier hiver!

Le plus grand point à atteindre pour arriver à sauver des hommes est de leur mettre à la main des appareils aussi simples que pratiques, pouvant facilement se placer à bord; le hamac remplit parfaitement ces conditions. Les marins, en général, n'aiment pas à faire de dépenses pour les appareils de sauvetage; ils voient, en outre, un côté ridicule dans cette pensée; le hamac n'a pas pour eux cet inconvénient.

Il faut bien penser qu'à tort ou à raison, les embarcations d'un navire ne peuvent pas recevoir tout l'équipage et les passagers qui s'y précipitent en masse au moment d'un danger; elles disparaissent généralement sous le nombre.

Avec les hamacs en liège, chaque homme a son moyen de salut qui lui permet d'attendre que les embarcations viennent le recueillir.

Les marines militaires de la Prusse et de la Russie viennent de faire une commande considérable de matelas en liège; l'amirauté des États-Unis en propose l'adoption pour la marine américaine.

BIBLIOGRAPHIE

Guide pratique pour constater les falsifications du lait,

Par M. François-Xavier Dirr, commissaire de police à Pontoise (Seine-et-Oise).

La falsification du lait est fréquente, elle s'explique par le prix auquel il est vendu, par l'immense quantité de ce liquide consommé dans l'alimentation, par la nécessité de s'en procurer, non-seulement chez les nourrisseurs de la capitale, mais par des compagnies qui font ramasser ce lait, non-seulement dans les environs de Paris, mais dans des localités très-éloignées de la capitale, qui, grâce aux chemins de fer, alimentent en partie la capitale.

Des difficultés nombreuses résultent de ce mode de faire; des falsifications se font, non-seulement avant le départ, le *ramassage*, mais encore après que le lait recueilli partout doit être livré aux personnes qui font le commerce de détail.

M. Dirr a étudié, avec le plus grand soin, le lait, sa composition, sa densité, son altération, sa falsification; il a fait connaître les instruments pour l'essai de ce liquide, pour la détermination de la quantité de la crème, sur les instruments qui sont nécessaires, sur leur emploi, sur les prélèvements des échantillons à examiner, sur la contre-épreuve des laits à la ferme.

Ce petit livre, qui a déjà reçu l'approbation de plusieurs magistrats, devrait être entre les mains de MM. les commissaires de police et de toutes les personnes chargées de l'examen du lait.

A. CHEVALLIER.

Le Gérant : A. CHEVALLIER père.

Paris. — Imp. Félix Malteste et Cie, rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur, 22.